

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023-039/U**Certificat d'urbanisme
délivré au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest
Opération non réalisable**

Le Maire de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST,

Vu la demande présentée le 02/05/2023 par Monsieur GRANJON Jérôme demeurant 221 Chemin de la Moinière 69510 SOUCIEU EN JARREST, enregistrée sous la référence CU 069 176 23 00021, en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain cadastré AD0212, sis chemin de la Moinière 69510 SOUCIEU-EN-JARREST ;

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en la construction d'un bâtiment agricole ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

Vu l'avis défavorable de la chambre d'agriculture en date du 31/05/2023 ;

Considérant que l'article A1 du règlement autorise les constructions à usage agricole lorsqu'elles sont nécessaires à l'exploitation agricole ;

Considérant que le pétitionnaire justifie de sa qualité d'exploitant agricole ;

Considérant qu'aucun élément fourni au dossier ne démontre que le projet est nécessaire à l'exploitation agricole ;

Considérant que la demande de construction en zone agricole ne répond pas aux critères de nécessité à l'exploitation ;

Considérant que ces motifs se substituent à la précédente décision ;

ARRÊTE**Article 1**

Le certificat d'urbanisme refusé le 09/06/2023 est RETIRE.

Article 2

Le certificat d'urbanisme est REFUSE.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 10 juillet 2023
Le Maire,
Arnaud SAVOIE



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).